

# LES NOUVELLES DU GRIP

Lettre d'information  
du Groupe de recherche  
et d'information sur la paix  
et la sécurité (GRIP)

Trimestriel n° 28 – 2e trimestre 2003

GRIP - Rue Van Hoorde, 33

B - 1030 Bruxelles

Tél.: (32.2) 241.84.20

Fax: (32.2) 245.19.33

E-mail: [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)

Website: [www.grip.org](http://www.grip.org)

Ed. resp.: Bernard Adam

(Dépôt 1030 Bruxelles 3)

Le GRIP est une organisation  
d'éducation permanente,  
reconnue – et soutenue – par  
la Communauté française.

## La loi de compétence universelle

### Une nouvelle expression de la politique unilatérale américaine

**D**écidément, le ministre américain de la Défense, Donald Rumsfeld, a le mérite de la clarté dans ses discours lorsqu'il présente publiquement les conceptions très unilatérales de l'actuelle administration américaine.

Pourtant, après la fin de la guerre en Irak, les dirigeants politiques, des deux côtés de l'Atlantique, semblaient faire un effort pour tenter de rapprocher les points de vue, dans la perspective d'une possible réconciliation.

En critiquant vivement la Belgique sur sa loi de compétence universelle, à l'OTAN le 12 juin, Donald Rumsfeld démontre que la cassure reste profonde. Cette déclaration, fort peu diplomatique, a été jugée comme brutale et arrogante par plusieurs observateurs. Mais elle correspond parfaitement à la nouvelle « doctrine Bush » en matière de relations internationales.

#### **Refus catégorique**

Les Etats-Unis rejettent totalement l'édifice juridique international qui se met en place pour juger les crimes de guerre et contre l'humanité ainsi que les actes de génocide. Ils ont refusé d'adhérer à la Cour pénale internationale. Ils viennent même d'obtenir au Conseil de sécurité la prolongation, pour une deuxième année consécutive, de l'exemption de poursuites à l'encontre de leurs soldats. Et ils font pression sur les pays comme la Belgique qui adopte une loi nationale ayant les mêmes objectifs que la Cour pénale internationale. Les Américains considèrent que seuls leurs tribunaux nationaux sont compétents pour juger leurs ressortissants.

Ce refus d'un système de juridiction pénale internationale s'explique par la conception du rôle des Etats-Unis dans le monde qu'ont les dirigeants

de l'actuelle administration Bush. Ils estiment que les institutions multilatérales ne sont utiles que si elles servent les intérêts américains.

Un professeur de l'Université de Harvard résumait il y a peu l'état des relations internationales actuelles : « *Un ordre façonné au profit exclusif d'objectifs impériaux américains, dans lequel l'empire souscrit aux éléments de l'ordre juridique international qui lui conviennent (l'organisation mondiale du commerce, par exemple) tout en ignorant ou en sabotant ceux qui ne lui conviennent pas (comme le protocole de Kyoto, la Cour pénale internationale ou le traité ABM).* »

Ce genre de comportement est très dangereux parce que les Américains lancent ainsi de mauvais signaux en direction de certains Etats qui seraient également tentés de ne pas respecter le droit international. Le risque évident en est l'accroissement de l'insécurité internationale.

Par sa déclaration du 12 juin à Bruxelles, Donald Rumsfeld souligne une nouvelle fois que les Etats-Unis se considèrent bien comme les leaders incontestables de l'Alliance atlantique, qu'ils utilisent *de facto* comme un outil d'influence, voire de domination.

#### **Diviser pour régner**

De plus, en sous-entendant un possible déménagement du siège de l'OTAN, vers un pays (d'Europe de l'Est) plus accueillant, Donald Rumsfeld continue à diviser les Européens comme il avait commencé à le faire avant la guerre en Irak, en séparant « vieille » et « nouvelle » Europe.

Face à ce type de discours, les Européens doivent adopter une dou-

**Bernard Adam,**  
Directeur du GRIP

(suite en page 7)



## Livres reçus

R.D. Congo : Silence on meurt.

Témoignages

Médecins sans frontières, L'Harmattan, Paris, 2002, 255 p.

Les humanitaires de Médecins sans frontières interviennent depuis 1981 dans l'ex-Zaïre, redevenu la République démocratique du Congo en 1997. Ce pays passe d'une guerre à l'autre depuis une décennie tandis que la communauté internationale est restée impuissante, voire impassible. En octobre 2001, MSF a recollé des témoignages et un maximum de données sur le sort fait aux hommes aux femmes et aux enfants dans ces conflits.

Burundi. La mémoire blessée

Antoine Kaburahe, éd. de la Longue Vue, Bruxelles, 2002, 243 pages, 21 euros.

Témoin journalistique de première ligne, l'auteur nous raconte une décennie de violences et d'occasions manquées dans son pays, entre autres autour de l'élection et de l'assassinat du président Melchior Ndadaye. Il nous brosse le tableau effrayant d'un conflit qui n'a cessé de s'aggraver en dépit des efforts de la communauté internationale.

America is Back. Les nouveaux Césars du Pentagone

Gérard Chaliand et Arnaud Blin, Bayard, Paris, 2003, 250 pages, 19 euros.

L'Amérique s'est investie de la mission salvatrice de la civilisation occidentale; la stratégie des « faucons du Pentagone » remonterait donc à sa fondation même. N'y a-t-il pas une contradiction entre un « destin manifeste », une forme d'élection choisie par cette nation de migrants et le réalisme imposé par une expansion comme superpuissance mondiale? Ces évolutions sont abordées ici à partir des pensées fondatrices, souvent mal comprises, de Jefferson, Madison ou Wilson. Les thèmes mêmes du livre, c'est-à-dire les politiques actuelles mais aussi leurs prémisses et leurs évolutions, ne sont pas suffisamment détaillés et expliqués dans leurs dimensions démographiques, sociales, économiques et politiques.

La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) - De l'opérateur à l'identitaire

André Dumoulin, Raphaël Mathieu et Gordon Sarlet, Bruylant, Bruxelles, 2003, 938 pages, 145 euros.

La PESD se caractérise par la mise en place d'outils politico-militaires permettant la projection de stabilité pluridimensionnelle hors de l'espace territorial de l'Union européenne. Bref, il s'agit de participer à la paix et à la sécurité du monde. A la fin des années 90, une fenêtre d'opportunité – ou de nécessité? – s'est ouverte et les initiatives communes se sont accélérées. Cet ambitieux ouvrage se veut une étude exhaustive de la levée de cette « armée » en marche vers une identité commune : son émergence, son affirmation et ses difficultés.

Alain Reisenfeld

## Armes de destruction massive irakiennes : le manque de crédibilité anglo-américain

**M**ais où se trouvent donc les armes de destruction massive de Saddam Hussein? Les Coalisés peinent en tous cas à les trouver! Et avec le temps, l'ampleur de la manipulation quant à la menace imminente représentée par l'Irak se précise.

Dans ce que d'aucuns appellent déjà le scandale de l'« Irakgate », les éléments à charge des Etats-Unis et du Royaume-Uni sont légion. Leurs services de renseignement ont été politisés et ont subi des pressions. Que savaient donc Londres et Washington et depuis quand? Et avec quelle ampleur les deux chefs d'Etat ont tenté d'aligner les faits avec leurs convictions et leurs objectifs politiques?

*On aimerait savoir...*

Ces questions doivent impérativement recevoir une réponse. Il ne faudrait pas occulter le débat sous prétexte que c'est le « scénario optimiste » qui s'est imposé (guerre courte, peu de pertes et pas d'embrasements) et que le peuple irakien a été « libéré ». D'abord, parce que rien n'est moins sûr. L'Irak est loin d'être sécurisé, à l'instar de l'Afghanistan où, près de deux ans après la fin des hostilités, règne toujours une violence de basse intensité. Ensuite, parce que deux chefs d'Etat – et non des moindres – ont « vendu », sur base de vérités et de contre-vérités, une « guerre de désarmement » qui a coûté jusqu'à présent près de 100 milliards de dollars et plusieurs milliers de vies humaines. Enfin et surtout, parce que la gestion exclusivement militaire de cette crise, autour d'un sujet aussi sensible que le désarmement, laisse entrevoir des conséquences désastreuses sur les relations internationales. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le mode de gestion pacifique et multilatéral patiemment mis en place dans le domaine du contrôle des armements par les régimes multilatéraux de non-prolifération dont la pierre angulaire reste le système des inspections, basé sur la confiance réciproque et le respect de garanties pour le pays signataire.

Ces fausses informations ont en effet mis à mal le travail des inspecteurs

de l'ONU et la gestion de la crise irakienne par les Nations unies. Rappelons qu'entre le 27 novembre 2002, date de la première inspection (résolution 1440), et le 18 mars 2003, lorsque les inspecteurs ont été sommés de quitter l'Irak face à l'imminence de la guerre et alors que leur mission était loin d'être terminée, l'UNMOVIC avait mené 731 inspections portant sur 411 sites, dont 88 jamais visités auparavant. On n'a trouvé aucun élément indiquant la poursuite ou la reprise des programmes d'armes de destruction massive, ni de produits interdits si ce n'est en quantité négligeable. Depuis le début des hostilités et à aucun moment, les unités d'inspection mises en place par la Coalition n'ont communiqué leurs observations à l'UNMOVIC, dont le mandat reste opérationnel, et qui, par ailleurs, n'a pas été sollicitée.

Car Washington et Londres continuent de gérer seuls le « désarmement » de l'Irak. Dès le déclenchement des hostilités, la Task Force 75 a été chargée de traquer les armes tant désirées. Après trois mois de recherches et l'examen de plus de 200 sites, le bilan de ces « inspecteurs » américains reste nul et/ou largement controversé. Mais la traque ne s'arrête pas là. Ce sont maintenant les experts du Pentagone qui prennent le relais, les investigations étant désormais menées par le Groupe d'enquête sur l'Irak, dirigé par l'Agence de renseignement de la défense (DIA), sans qu'aucun contrôle extérieur ou international ne soit prévu...

S'il s'agit toujours de rechercher des armes de destruction massive en Irak, la coalition anglo-américaine a démontré qu'elle n'est pas crédible. Tout élément suspect trouvé, aussi infime soit-il, devra impérativement être examiné de manière indépendante par les inspecteurs de l'ONU. Dans ce type d'investigation, sensible s'il en est, ceux-ci sont les plus à même de mener des missions indépendantes et donc, efficaces.

Caroline Pailhe

(Paru dans la rubrique Opinion de *La Libre Belgique*, 19 juin 2003.)

## Une nouvelle expression de la politique unilatérale américaine

(suite de la page 1)

ble attitude. D'abord, continuer à dire non aux Américains quand ceux-ci veulent imposer unilatéralement leur vision impériale des relations internationales.

Ensuite, continuer à bâtir et puis appliquer activement une doctrine de politique étrangère basée résolument sur le renforcement du droit international et des institutions mul-

tilatérales, le soutien aux régimes démocratiques et à la défense des droits de l'homme, la prévention des conflits et la résolution pacifique des différends. Le danger serait de courber l'échine et d'accepter la loi du plus fort.

Une autre sécurité internationale est possible. Aux Européens de démontrer qu'elle peut se concrétiser.

**Bernard Adam**

(Ce texte a été publié en Carte blanche dans *Le Soir* du 16 juin 2003.)

### AVEC LES PUBLICATIONS DU GRIP

## Comprendre l'actualité internationale

#### LIVRES

La guerre, enfants admis, collectif Croix-Rouge/Amnesty/Unicef/GRIP, 192 p., 12,95 euros.

La mondialisation – Comprendre pour agir, collectif, 208 p., 14,95 euros.

Militaires-humanitaires – À chacun son rôle, collectif MSF/GRIP, 278 p., 19,90 euros.

Trafics d'armes vers l'Afrique – Pleins feux sur les réseaux français et le «savoir-faire» belge, Georges Berghezan (dir.), 192 p., 13,90 euros.

Algérie – La guerre des ombres, Youcef Zirem, 124 p., 10,90 euros.

Le développement – Une arme de paix, Félix Nkundabagenzi et Federico Santopinto, 160 p., 12,90 euros.

#### RAPPORTS

L'ONU face au terrorisme, Sandrine Santo, 44 p., 8,50 euros.

La Chine et la nouvelle Asie centrale, Thierry Kellner, 40 p., 8,50 euros.

L'Union européenne et la prévention des conflits – Concepts et instruments d'un nouvel acteur, Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe, Valérie Peclow, 72 p., 13 euros.

Inde-Pakistan – Forces militaires et nucléaires en présence, Françoise Donnay, 36 p., 8,50 euros.

Les exportations d'armes de la Belgique, collectif, 72 p., 13 euros.

Les relations arméno-turques – La porte close de l'Orient, Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, 32 p., 7 euros.

La crise ivoirienne – De la tentative de coup d'Etat au gouvernement de réconciliation nationale, Claudio Gramizzi, 48 p., 9 euros.

#### NOTES D'ANALYSE

(sur notre site [www.grip.org](http://www.grip.org))

L'accord au sein de la coalition gouvernementale sur la modification de la loi belge sur les exportations d'armes, Bernard Adam, octobre 2002.

Initiatives sur le marquage et le traçage des armes légères, Ilhan Berkol, octobre 2002.

Le commerce des armes et l'emploi en Belgique, Luc Mampaey, novembre 2002.

La nécessité de modifier la loi belge sur les exportations d'armes et ses conséquences socio-économiques, Bernard Adam, novembre 2002.

L'engagement de l'OTAN en Irak : la fracture transatlantique, Caroline Pailhe, jan-vier 2003.

Irak– La guerre de 1991 ne s'est jamais terminée, Michel Wéry, février 2003.

Les inspections de l'ONU : une solution à la crise irakienne?, Michel Wéry, février 2003.

Irak– Les coûts de la guerre, Caroline Pailhe, février 2003.

Irak– Le coût humain d'un conflit et la mobilisation humanitaire, Xavier Zeebroek, février 2003.

Irak– Quelle menace nucléaire, chimique et biologique ?, Caroline Pailhe et Michel Wéry, mars 2003.

Guerre préventive et choc des civilisations, Aris Roubos, mars 2003.

Depuis plus de 20 ans, nous informons le grand public comme les responsables, notamment par nos publications, de façon à éveiller, entretenir et renforcer un courant d'opinion porteur.

## Vous pouvez agir vous aussi.

### Soutenez notre action :

#### en devenant membre

par le versement d'une cotisation annuelle. Etre membre du GRIP donne droit au trimestriel «Les Nouvelles du GRIP»;

15 - 16 - 18 euros

(Attention : les prix indiquent les tarifs, dans l'ordre, pour la Belgique, Autres Europe et Autres Monde)

#### en achetant

une ou plusieurs publications;

#### en vous abonnant

aux «Livres du GRIP» et au trimestriel (le GRIP édite cinq ouvrages par an);

75 - 85 - 90 euros

en prenant

#### l'abonnement complet

formule qui donne droit, en plus des livres et du trimestriel, aux «Rapports du GRIP»;

125 - 140 - 150 euros

en prenant

#### l'abonnement de soutien

250 - 250 - 250 euros

en effectuant un

don\*

#### \* EXONÉRATION FISCALE :

Le GRIP bénéficie de l'exonération fiscale. Tout don de 30 euros et plus donne droit à une attestation fiscale.

## Comment se procurer les publications du GRIP

Tous les ouvrages du GRIP sont vendus en librairie.

Mais ils peuvent aussi être directement commandés au GRIP.

Envoyez-nous une lettre ou le bon de commande ci-joint – accompagné du paiement – à l'adresse du GRIP  
rue Van Hoorde, 33  
B -1030 Bruxelles.

Vous pouvez également commander nos publications par téléphone (32.2) 241.84.20 par fax (32.2) 245.19.33 par e-mail (publications@grip.org) ou via Internet (www.grip.org)

## Modes de paiement

**Belgique :** virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement; chèque barré.

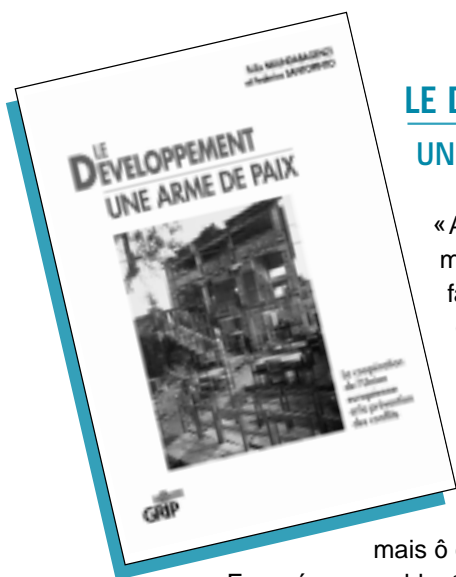
**France :** chèque barré; mandat postal international.

**Luxembourg :** soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP, libellé en FL.

**Autres pays :** virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international.

**Autre moyen de paiement**  
Carte de crédit (VISA, Eurocard, Mastercard)  
Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.

## VIENT DE PARAÎTRE



### LE DÉVELOPPEMENT UNE ARME DE PAIX

« Aider la population n'était pas une finalité en soi, mais plutôt un moyen pour créer des conditions favorables à la paix. » Ces propos du responsable d'une ONG italienne, amenée à reconstruire des maisons dans les Balkans au lendemain de la guerre, résument parfaitement l'une des nouvelles tendances de la coopération internationale. Et de l'Union européenne en particulier.

Souvent absents de la scène diplomatique mais ô combien présents sur le plan économique, les Européens semblent avoir compris tout l'intérêt d'une amélioration des conditions de vie des populations du Sud. Car dans les pays les plus pauvres, guerre rime souvent avec sous-développement.

Objectif de cet ouvrage : décrire l'ambition, les objectifs et les politiques de prévention des conflits de l'Union lorsque celle-ci s'appuie sur sa coopération au développement. Après avoir rappelé le contexte dans lequel s'inscrit cet enjeu, les auteurs nous invitent à un tour d'horizon des « arsenaux » européens : politique commerciale commune, programmes d'aide thématique, voire régionale (dont les relations privilégiées avec les pays ACP), Politique étrangère et de sécurité commune, Mécanisme de réaction rapide. Se posent évidemment des questions. *Quid* de la cohérence vu la multitude d'acteurs, de programmes et de procédures ? Aide-t-on efficacement le Sud à s'approprier ses problèmes de sécurité ? Le libéralisme économique, véritable *credo* de l'Union, est-il toujours la réponse adéquate pour supprimer les poudrières ? Le plus fort n'a-t-il pas tendance à imposer sa propre vision du monde ?

Félix Nkundabagenzi et Federico Santopinto sont attachés de recherche au GRIP.

Un ouvrage de 160 pages – 12,90 euros.  
(ISBN 2-87027-933-7)

### DEUX NOUVEAUX RAPPORTS

#### LA CRISE IVOIRIENNE De la tentative de coup d'Etat à la nomination du gouvernement de réconciliation nationale

Comment le pays le plus riche d'Afrique occidentale a-t-il pu sombrer dans une telle spirale de violence ? Sont analysés les six premiers mois de crise, l'attitude des divers acteurs qui ont pris part au conflit, les différentes initiatives diplomatiques, la position des interlocuteurs privilégiés dont la France, et enfin le contenu des accords de paix signés à Marcassou.

Un Rapport de Claudio Gramizzi,  
46 pages, 9 euros.



#### LES RELATIONS ARMÉNO- TURQUES La porte close de l'Orient

Entre les deux communautés, les pommes de discorde sont nombreuses.

A commencer par le génocide de 1915. Les deux auteurs s'intéressent aux motivations de tous les acteurs impliqués, de même qu'aux coûts politique et économique des politiques actuelles.

Une étude de Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian,  
30 pages, 7 euros.